

opinionway,

— POUR —

GroupeSOS

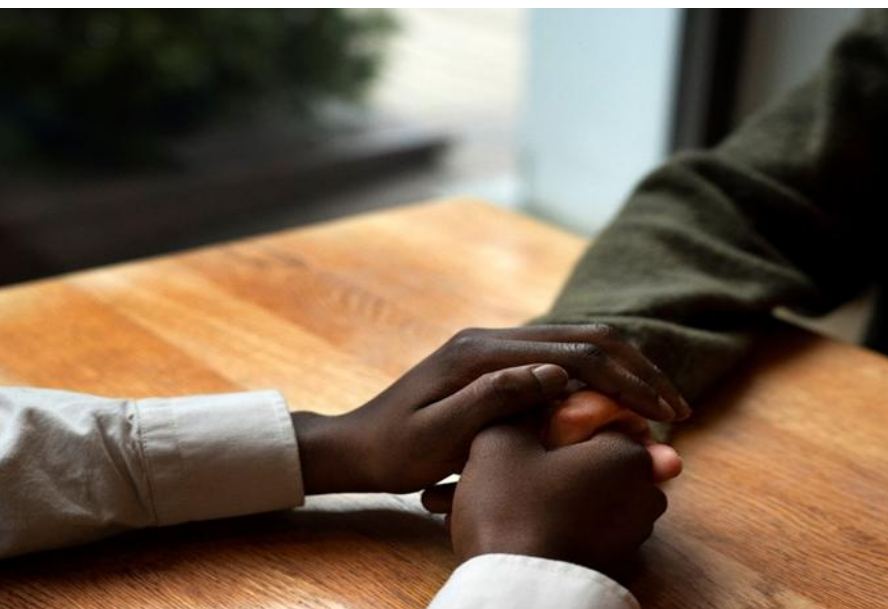
Entreprendre au profit de tous

En partenariat avec :



Le
Média
Positif

LA TRIBUNE
DIMANCHE



Baromètre « Les Français et le *vivre-ensemble* » 2^e édition

Note de synthèse | Janvier 2026

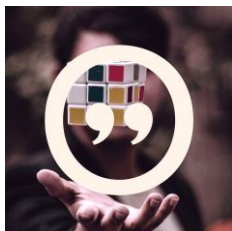
Votre contact :

Frédéric Micheau

Directeur général adjoint
Directeur du Pôle opinion
fmicheau@opinion-way.com

15, place de la République
75003 PARIS





Note méthodologique

L'étude « **Les Français, le vivre-ensemble et la lutte contre les exclusions** » réalisée pour le **Groupe SOS**, est destinée à comprendre et analyser l'opinion des Français sur le vivre-ensemble. Elle vise notamment à identifier les freins et les leviers identifiés et examine la place de ce sujet dans le débat public, notamment à l'approche des élections municipales.

Cette étude a été réalisée auprès **d'un échantillon de 3004 personnes**, représentatif de la **population française âgée de 18 ans et plus**, constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.

Les interviews ont été réalisées par **questionnaire autoadministré en ligne** sur système CAWI (*Computer Assisted Web Interview*).

Les interviews ont été réalisées **du 9 au 16 janvier 2026**.

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « **Sondage OpinionWay pour Groupe SOS** » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.

OpinionWay rappelle par ailleurs que les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : **0,8 à 1,8 point** au plus pour un échantillon de 3000 répondants.

OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

A. Le vivre-ensemble est considéré comme un bon projet pour la France

- ▶ **Le concept de vivre-ensemble reste largement ancré dans les représentations des Français.** Si 92% des interviewés en ont déjà entendu parler (+1 point par rapport à 2025), ils sont maintenant majoritaires à déclarer savoir précisément ce que cela signifie (56%, +8 points).
 - ▶ Cette connaissance est particulièrement marquée chez les hommes (59% déclarent savoir précisément de quoi il s'agit, vs 53% des femmes), les moins de 35 ans (68%, vs 52% des 35 ans et plus), les catégories socioprofessionnelles supérieures (66%, vs 57% chez les catégories modestes) et les personnes se déclarant issues d'une minorité (70%, vs 55%).
- ▶ **Le vivre-ensemble fait maintenant partie du duo des valeurs qui comptent le plus aux yeux des Français (49%, +7 points)**, derrière la liberté individuelle (51%, +4 points). Ce principe devance des valeurs telles que l'égalité (48%, +1 point), l'ouverture d'esprit (47%, +5 points), le respect de l'environnement (46%, +1 point) et de l'autorité (44%, +2 points), citées aussi à des niveaux élevés.

Si elles progressent, d'autres valeurs restent moins importantes aux yeux des Français. C'est notamment le cas du travail (40%, +4 points), du respect des traditions (37%, +4 points) et du mérite (32%, +4 points). **La laïcité** est quant à elle la seule valeur qui diminue cette année et occupe la dernière position (29%, -8 points).

- ▶ **Le vivre-ensemble** est la valeur qui compte le plus aux yeux des femmes (51%, vs 46% auprès des hommes). Les franciliens lui accordent aussi une place plus importante dans leur quotidien (53%, vs 48% en province).
- ▶ **La hiérarchie des valeurs varie suivant les générations.** Les personnes âgées de 35 ans et plus apparaissent plus sensibles à la liberté individuelle (54%), le respect de l'autorité (49%), des traditions (40%), là où les moins de 35 ans se distinguent particulièrement par leur rapport à l'égalité (56%).
- ▶ **Au sein même des générations, des écarts se dessinent :** les femmes de moins de 35 ans sont très attachées au vivre-ensemble (54%) et à l'égalité (59%), là où les hommes de moins de 35 ans déclarent davantage que le mérite occupe une place importante dans leur quotidien (38%). Aussi, les hommes de 35 ans et plus semblent plus attachés à la liberté individuelle (55%), au respect des traditions (43%) et à la laïcité (33%), alors que les femmes de 35 ans et plus accordent plus d'importance au respect de l'environnement (50%) et à la justice sociale (47%).

- ▶ Avant de répondre aux autres questions les personnes interrogées, se sont vues présentée la définition suivante : **« le vivre-ensemble désigne la cohabitation harmonieuse entre individus ou entre communautés. »**
- ▶ **Le vivre-ensemble est toujours considéré comme un bon projet pour la France** (81%, +4 points), notamment parce qu'il semble garantir **un cadre démocratique apaisé** (78%). Une large majorité rejette l'idée qu'il constitue une idéologie néfaste (69%, -2 points) et 90% des Français estiment essentiel d'apprendre cette valeur dès le plus jeune âge (+5 points).
 - ▶ Le vivre-ensemble est davantage considéré comme un bon projet par les Français les plus diplômés (84% des personnes ayant un diplôme supérieur à bac+2, contre 77% des personnes non diplômées et 80% de ceux ayant un niveau bac ou bac+2).
 - ▶ Les sympathisants du Rassemblement national considèrent quant à eux davantage que le vivre-ensemble est néfaste pour la France (43%, vs 24% auprès des sympathisants de la gauche), notamment parce qu'ils perçoivent moins de bénéfices pour le cadre démocratique (70%, vs 88%). Aussi, il leur apparaît moins essentiel de transmettre cette valeur aux enfants (86%, vs 94%)

B. Le vivre-ensemble s'améliore mais est loin d'être acquis à l'échelle de la société

- ▶ **Si ces indicateurs s'améliorent, les Français remettent toujours en question l'existence du vivre-ensemble en France, de manière générale** (39%, +9 points) et se montrent particulièrement critiques s'agissant de la situation dans les grandes villes (34%, +4 points) et à Paris (31%, +4 points). Ajoutons que plus de 2 Français sur 5 reconnaissent une présence du vivre-ensemble dans les quartiers défavorisés (42%), un signe en augmentation de 10 points, qui surpassent celui observé à l'échelle de la France.
- ▶ En revanche, **le vivre-ensemble est perçu comme davantage présent dans les zones rurales (66%, +8 points)** et les villes de taille moyenne (51%, +6 points). À un niveau plus local, **58% des Français le jugent présent dans leur ville (+3 points) et 61% dans leur quartier (60%, -1 point)**.
 - ▶ Si les perceptions sont assez homogènes suivant le sexe, des différences générationnelles se dessinent. Les moins de 35 ans perçoivent davantage le vivre-ensemble à tous les niveaux, y compris dans les quartiers défavorisés (56% contre 38% pour les 35 ans et plus), dans les grandes villes (54%, vs 28%) et à Paris (46%, vs 27%).

- ▶ Le fait d'appartenir à une minorité sexuelle ou de genre s'avère aussi déterminant puisque les personnes concernées considèrent le vivre-ensemble plus répandu, quelle que soit l'échelle.
- ▶ Aussi, les habitants des zones rurales jugent également que le vivre-ensemble est davantage présent chez eux (71%) par rapport aux grandes villes (28%) ou à Paris (27%), alors même que les habitants de l'agglomération parisienne considèrent davantage qu'il s'agit d'une réalité dans les grandes villes (44%) ou à Paris (42%).
- ▶ **Cette année encore, un Français sur cinq se sent personnellement rejeté dans la société française actuelle** (21%, -1 point). Ce sentiment d'exclusion touche aussi les personnes qui habitent dans les grandes villes (25%, +1 point), les femmes (26%, -1 point %) et les jeunes (29%, +2 points), et est nettement plus fort pour les ruraux (39%, -4 points) et les personnes âgées (45%, -2 points).
 - ▶ Cette perception de rejet est extrêmement prononcée auprès des femmes (23%), des moins de 35 ans (25%), des habitants du Nord Est (26%), des personnes issues de catégories modestes (24%) et des personnes qui appartiennent à une minorité sexuelle ou de genre (25%).
 - ▶ La proximité partisane s'avère aussi déterminante : les partisans du Rassemblement national sont plus enclins à se sentir exclus (24%), tout comme les sympathisants de la gauche radicale (25%).
- ▶ **Le sentiment d'exclusion de la société française concerne encore plus fortement les minorités au sein de la société :** les personnes non blanches (53%, -2 points), les personnes en situation de handicap (55%, -4 points), les minorités sexuelles de genre (57%, -3 points) et les personnes sans emploi (58%, -3 points).

Certaines catégories particulièrement vulnérables apparaissent comme étant clairement rejetées aux yeux de la très grande majorité des personnes interrogées : il s'agit des personnes en exil (72%, -2 points), des habitants des quartiers défavorisés (72%, -4 points), des personnes en situation d'addiction (74%, -2 points), des jeunes délinquants (78%, -2 points) et des sans domicile fixe (82%, -6 points).

- ▶ **Notons que chaque sous-catégorie de la population considère qu'elle est moins incluse, signe d'un décalage persistant entre le vécu et les perceptions de l'inclusion.** Aussi, 65% des jeunes âgés de moins de 35 ans disent que les jeunes sont inclus, alors que 70% des Français estiment qu'ils le sont. De façon identique, les femmes (67% contre 73%) et les ruraux (56% contre 60%) font état d'un sentiment d'inclusion concernant la catégorie de la population à laquelle ils appartiennent qui est inférieur à celui perçu par l'ensemble de la population.

- ▶ **En revanche, les habitants des grandes villes échappent à ce phénomène** (78% des Franciliens et 77% au sein des villes de 100 000 habitants ou plus se sentent inclus, vs 74% des Français qui pensent qu'ils le sont), **tout comme les personnes qui appartiennent à une minorité sexuelle ou de genre** (49%, vs 42%).

C. Le rôle des associations est reconnu pour contribuer au vivre-ensemble

- ▶ **En dépit d'une forte amélioration, les Français sont toujours minoritaires à considérer que le vivre-ensemble est aujourd'hui une réalité en France** (47%, +9 points) et une majorité considère qu'il s'agit d'un rêve qui ne se réalisera jamais (59%, -1 point).
- ▶ **Les jeunes Français se montrent les plus optimistes** : 62% des personnes âgées de moins de 35 ans jugent que le vivre-ensemble est une réalité, contre 42% des personnes âgées de 35 ans et plus.
- ▶ **De nombreux obstacles se dressent contre le vivre-ensemble**, à commencer par la crainte de l'insécurité (50%) et l'individualisme des citoyens (48%). **Viennent ensuite les préjugés à l'égard de certaines populations (42%) et les conflits sociaux présents actuellement au sein de la société (36%)**. L'isolement social (33%), le repli sur soi identitaire (32%) et les difficultés sociales ou financières (31%) sont aussi cités par près d'un tiers d'entre eux.
- ▶ La crainte de l'insécurité est particulièrement mentionnée par les plus âgés (54%, vs 37% chez les moins de 35 ans), tout comme l'individualisme des citoyens (53%, vs 33%).
- ▶ **Tous les acteurs ne sont pas perçus comme contribuant avec la même intensité au développement du vivre-ensemble en France**. L'école (51%, -2 points) – rappelant le rôle essentiel de l'apprentissage du vivre-ensemble – et les associations occupent le podium, qu'il s'agisse d'associations sportives et culturelles (51%, +4 points) ou caritatives et solidaires (50%, +9 points). En revanche, **l'action des citoyens est en recul de 7 points cette année** (38%).
- ▶ Les 35 ans et plus reconnaissent particulièrement la contribution des associations sportives ou culturelles (55%, vs 38% pour les jeunes) et des associations caritatives et solidaires (54%, vs 37%).
- ▶ Notons aussi que quelle que soit la proximité partisane des interviewés, les associations culturelles et sportives et les associations caritatives et solidaires sont citées parmi les trois acteurs contribuant le plus au vivre-ensemble.

Les pouvoirs publics, qu'il s'agisse des institutions, des administrations ou des élus, au niveau local ou national, sont encore jugés comme contribuant plus faiblement au vivre-ensemble, alors même qu'il s'agit d'une tâche leur étant dévolue : ce constat vaut pour les collectivités locales (32%, +2 points), les hommes et femmes politiques (9%, -3 points), la Justice (13%, -1 point) ou les forces de l'ordre (11%, stable).

- ▶ Cependant, le manque de volonté (19%) des pouvoirs publics et leur manque de moyens financiers (14%) sont considérés comme des obstacles minoritaires au développement du vivre-ensemble en France. **Les obstacles restent ainsi avant tout à l'échelle individuelle.**
- ▶ **Aussi, lorsqu'on les interroge sur les éléments susceptible de renforcer le vivre ensemble, les Français se positionnent d'abord sur des mesures en lien avec le milieu associatif.** Plus de trois quarts d'entre eux considèrent que proposer des activités culturelles et artistiques accessibles à tous serait efficace (77%), tout comme les initiatives solidaires portées par des associations ou des acteurs locaux (77%), ou les espaces de rencontre et de convivialité ouverts à tous (76%).

Les mesures en lien avec le monde du travail sont moins soutenues, mais toujours importantes : 6 Français sur 10 jugent efficace les actions en faveur de l'épanouissement dans le monde professionnel (65%), les actions en matière de RSE (64%) ou de QVCT (61%). Notons que promouvoir le dialogue et la diversité des opinions des médias ou éduquer toutes les générations aux médias n'apparaissent efficaces qu'à la moitié des Français (respectivement 55% et 53%), montrant une nouvelle fois que le vivre-ensemble se pense avant tout à l'échelle individuelle.

D. Le vivre-ensemble jouera un rôle dans les élections municipales de 2026

- ▶ **À l'approche des élections municipales de 2026, le vivre-ensemble apparaît comme un critère déterminant du choix électoral, quelle que soit la sympathie politique des personnes interrogées.** 83% des Français déclarent que ce sujet comptera au moins un peu dans leur décision de vote, une attente particulièrement marquée chez les moins de 35 ans (89%), les personnes se déclarant issues d'une minorité (90%) et les sympathisants de la gauche (92%).
- ▶ **Au-delà des programmes, les Français expriment également une forte attente à l'égard des élus locaux eux-mêmes.** Une large majorité estime important que le maire incarne personnellement les valeurs du vivre-ensemble, tant dans sa manière de gouverner que dans ses prises de parole publiques (86%).

- ▶ Ce positionnement est encore plus ancré auprès des personnes âgées de 65 ans et plus (89%), des sympathisants de la gauche (92%) et auprès de ceux qui appartiennent à une minorité (93%).
- ▶ **Cette attente se traduit par des priorités d'action très concrètes au niveau communal.** Les Français placent en tête l'accompagnement des enfants dans la lutte contre toutes les formes de discrimination (52%) et la lutte contre l'isolement des personnes âgées (49%). Viennent ensuite le renforcement de la participation aux décisions locales (41%), le développement de lieux de rencontre accessibles (40%), l'amélioration de l'accès à la culture et au sport (38%), la promotion de la mixité dans les quartiers (37%), l'amélioration du cadre de vie (37%) et le soutien aux associations locales de solidarité (34%).
- ▶ Les personnes âgées de 35 ans et plus se positionnent principalement en faveur de mesures visant à agir contre l'isolement des personnes âgées (52%).
- ▶ Les Franciliens sont quant à eux plus enclins à souhaiter des mesures favorisant la mixité sociale (44%).
- ▶ Les sympathisants de la droite apparaissent quant à eux moins intéressés par la mise en place de mesure visant à soutenir les associations locales de solidarité (24%, vs 47% auprès des sympathisants de la gauche) et à favoriser la mixité sociale dans les quartiers (35%, vs 51%).

En conclusion, cette nouvelle vague du baromètre révèle plusieurs grands enseignements :

- ▶ Le concept de vivre-ensemble est largement connu et de mieux en mieux compris par les Français. Il figure désormais parmi les valeurs les plus importantes à leurs yeux, juste derrière la liberté individuelle.
- ▶ Le vivre-ensemble est perçu comme un projet positif pour la France, garant d'un cadre démocratique apaisé. Les Français jugent essentiel de transmettre cette valeur dès le plus jeune âge.
- ▶ Les Français reconnaissent des progrès, mais beaucoup doutent encore de l'existence réelle du vivre-ensemble, qui demeure davantage perçu dans les zones rurales et les villes moyennes que dans les grandes villes ou quartiers défavorisés.
- ▶ Le sentiment d'exclusion reste présent pour certains groupes de la société, en particulier les minorités, les personnes vulnérables et les habitants des zones rurales ou âgées.
- ▶ Les associations (sportives, culturelles, solidaires) et l'école sont perçues comme les principaux contributeurs au vivre-ensemble.
- ▶ Les principaux obstacles au vivre-ensemble sont davantage individuels (peur de l'insécurité, individualisme, préjugés, conflits sociaux) que structurels.
- ▶ Les Français estiment que le développement du vivre-ensemble passe par des activités culturelles et artistiques accessibles, des initiatives solidaires et des espaces de rencontre conviviaux. Les mesures liées au monde du travail ou à l'éducation aux médias sont jugées efficaces mais dans une moindre mesure.
- ▶ Enfin, le vivre-ensemble sera un critère important dans le choix des électeurs pour les élections municipales de 2026 : les Français attendent d'ailleurs des maires qu'ils incarnent personnellement ces valeurs dans leur gouvernance et leurs prises de parole.